



Ocellia Lyon - semaine du 2 décembre 2024

Contre les licenciements et toutes les attaques contre les travailleurs, construire le « tous ensemble ! »

Des charrettes de licenciements

Avec l'annonce de 600 licenciements à Teleperformance et 130 à ArcelorMittal, la vague de licenciements se poursuit. Le chiffre de 150 000 licenciements dont parlait la presse laisse la place à celui de 300 000 emplois menacés. Si l'automobile ou la chimie sont particulièrement touchées, ce sont tous les secteurs qui sont visés.

De nombreux salariés, notamment chez les sous-traitants des entreprises qui licencient, s'inquiètent pour leur avenir. Patrick Martin, le patron du Medef, expliquait cyniquement que si l'Assemblée votait un budget imposant trop les entreprises, il y aurait des dizaines de milliers de licenciements en plus. Ce n'est ni plus ni moins qu'un chantage, d'autant plus révoltant que les groupes qui licencient (Auchan, Michelin, Stellantis) sont arrosés d'argent public depuis des années. Le grand patronat prévoit comme à son habitude de prendre l'argent public et de licencier quand même. Les grévistes de Michelin à Cholet ou de Novares à Ostwald montrent que face à cette casse sociale, les travailleurs n'ont pas d'autre choix que de prendre le chemin de la lutte.

Des coupes drastiques dans les services publics

La baisse de 5 milliards d'euros du budget des collectivités territoriales implique non seulement des services publics dégradés, mais aussi des milliers de suppressions de postes. La baisse des cotisations patronales pour la Sécurité sociale annonce des conséquences similaires dans les hôpitaux. Le ministre de la Fonction publique, Kasbarian, prévoit quant à lui de faire passer le nombre de jours de carence des fonctionnaires de un à trois et de baisser le remboursement des arrêts maladies. Cela préfigure des offensives analogues dans le privé. Salariés du public comme du privé, nous avons les mêmes difficultés de fin de mois, les mêmes conditions de travail dégradées qui usent la santé. Les véritables privilégiés sont les patrons qui empochent à la fois les milliards de profits sur notre travail et les milliards de subventions.

Rien à attendre du cinéma autour du budget à l'Assemblée

À l'Assemblée, la discussion sur le budget a montré que le jeu des amendements mené par la gauche, mais aussi le RN et même le parti de Barnier, n'a pas empêché ce budget de rester brutal pour le monde du travail. Le patronat compte bien faire passer les mesures qu'il souhaite, que le Premier ministre soit Castets, Barnier ou Bardella. Rien à attendre des tractations et marchandages parlementaires. À nous d'être le plus offensif dans nos mobilisations.

La solution : y aller tous ensemble !

La grève dans le secteur aérien ou à la SNCF a été suivie, sans oublier bien d'autres grèves locales. Les nouvelles dates de mobilisation sont proches, à commencer par l'appel à la journée du 5 décembre dans la fonction publique contre le passage aux trois jours de carence. Si elles ne coïncident pas pour tous les secteurs, elles peuvent être l'occasion pour les travailleurs d'utiliser chaque date comme tremplin pour la suivante. L'occasion de faire entendre les revendications sur les salaires, les effectifs, l'interdiction des licenciements. L'occasion aussi de nouer des liens, d'établir des contacts avec les travailleurs d'autres entreprises connaissant les mêmes galères : il faut fusionner toutes nos colères contre la politique anti-ouvrière en cours. Le « Tous ensemble ! », ça se construit ! Si pour l'instant, les grèves sur les licenciements se mènent boîte par boîte, les prochaines journées de mobilisation, notamment à la SNCF ou dans la fonction publique seront l'occasion de discuter d'aller plus loin, vers un véritable mouvement d'ensemble. C'est ce que redoute le gouvernement comme le patronat : la convergence de nos luttes.

Public, privé, face aux licenciements comme à la dégradation des conditions de travail : c'est tous ensemble qu'il faut lutter !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants et militantes : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

npa-revolutionnaires.org

 [NPALyon69](https://www.youtube.com/channel/UCNPALyon69)

 [npa.revo.lyon](https://www.instagram.com/npa.revo.lyon)

À Croix-Rousse, une mobilisation tenace et organisée

La grève qui s'est étendue à plusieurs services de la Croix-Rousse – aux dernières nouvelles : réa, soins continus et médecine interne – a permis de faire entendre la juste colère des soignantes contre le sous-effectif.

Organisées en comité de lutte, les grévistes sont parvenues à maintenir la pression sur la direction et à résister à ses intimidations, notamment sur la question des assignations. Elles se sont adressées à leurs collègues par des tracts, des banderoles, jusqu'à tenir une assemblée générale ouverte à tout l'hôpital.

Elles ont tout notre soutien. C'est la voie à suivre assurément pour faire plier les directions hospitalières dans leur volonté de nous faire faire toujours plus avec toujours moins !

En colère, donc en grève !

Les projets du gouvernement pour nous, et pour tous les travailleurs de la fonction publique, sont clairs comme de l'eau de roche : faire des économies sur notre dos et sur celui des usagers. C'est notre santé qui trinque, à tous les étages : la santé de tous les agents de la fonction publique, incités à travailler même malades, par le passage de 1 à 3 jours de carence ; et la santé des patients des hostos qui vont voir encore se dégrader les conditions d'accueil. Il faut suivre l'exemple des collègues qui, comme à Croix-Rousse, savent donner de la voix ! Alors le 5 décembre, profitons de l'appel à la grève des syndicats du public pour nous faire entendre.

Public/privé, mêmes problèmes, même combat !

Les mobilisations du 5 décembre seront donc l'occasion d'exprimer notre ras-le-bol contre une politique... qui n'est pas propre aux hôpitaux, ni même au secteur public. Car pendant que le gouvernement prépare de nouvelles suppressions de postes d'agents publics, les licenciements et fermetures d'usines se multiplient dans le privé : Vencorex, Auchan, Michelin, Stellantis... c'est, au bas mot, 300 000 emplois qui sont menacés ! Patrons, État, c'est le même combat des bourgeois contre celles et ceux d'en bas, sans que cette société ne tournerait pas. Alors il faudra faire se rencontrer et fédérer les colères de tous les travailleurs, du privé comme du public, pour mettre un coup d'arrêt à ces attaques insupportables.

**MANIFESTATION
5 DÉCEMBRE - 11H
JEAN MACÉ**

Petite enfance en grève, gouvernement à l'offensive

Des manifestations et grèves étaient appelées par le collectif « Pas de bébés à la Consigne » mardi 19 novembre, à la veille de la journée internationale des droits de l'enfant qui célèbre l'adoption de la Convention des droits de l'enfant à l'ONU en 1989. Regroupant une cinquantaine d'associations, syndicats et centres de formation intervenant dans le champ de la petite enfance, le collectif a réuni un millier de grévistes à Paris et plusieurs centaines dans des villes comme Toulouse, Lyon, Nantes...

En effet, l'ONU elle-même tire un bilan d'échec de son action en matière de droits de l'enfant : dans un rapport « Des enfants à protéger » publié ce mois-ci, l'UNICEF estime qu'en France chaque année, 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles et qu'entre 60 et 80 décèdent des suites de mauvais traitements infligés par leurs parents ou par un proche. Dans le même temps 2 043 d'entre eux et elles vivent à la rue tandis que le taux moyen de postes vacants en protection de l'enfance est de 9 % et que 40 % des établissements sont obligés de recourir à l'intérim pour pallier le manque de professionnels.

Le collectif exigeaient donc des mesures parmi lesquelles une augmentation de 10 % des salaires pour attirer les 15 000 professionnel.le.s manquant.e.s au secteur de la petite-enfance mais aussi une hausse du taux d'encadrement à 1 professionnel.le.s pour 4 enfants. Pas du goût de la ministre de la famille invitée sur France Info le lendemain : « Les rémunérations ont déjà été augmentées » ; « Pour nous ce qui importe c'est pas tant le taux d'encadrement »... En revanche la ministre confirme le projet de refonte des diplômes qui vise à déqualifier les collègues et à accroître la polyvalence : « Nous devons travailler à mieux coordonner les parcours pour qu'une personne qui est formée, qui travaille d'abord avec des enfants en bas-âge, puisse après, pourquoi pas, travailler avec des plus âgés voire avec des enfants du secteur du handicap. »

La preuve que pour défendre nos conditions de travail et l'accueil de nos publics, nous ne pourrons compter que sur nos mobilisations, nos grèves et leur coordination.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

**Prends contact avec nos militants et militantes :
lyonrhone@npa-revolutionnaires.org**